



Turquie 2050

Istanbul ; mer Noire ; élections

Le programme « Turquie 2050 » développe une analyse prospective sur les thèmes de la diplomatie, de la politique intérieure et de l'économie turques afin d'y anticiper les dynamiques des trente prochaines années.

ÉCONOMIE

Istanbul : les habitants prennent la porte ?

Par l'équipe
du Programme
Turquie/Moyen-Orient
de l'Ifri.

Les opinions exprimées dans
ce texte n'engagent que la
responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-1006-4

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2024.

Image : © Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

« Turquie 2050 :
Istanbul ; mer Noire ;
élections », *Repères
sur la Turquie n° 17*,
Ifri, février 2024.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org

www.ifri.org

Selon l'institut de statistiques turc (TÜİK), deux millions de Stambouliotes ont quitté la ville entre 2018 et 2022, poussés à l'exil par la hausse effrénée des loyers dans la capitale économique.

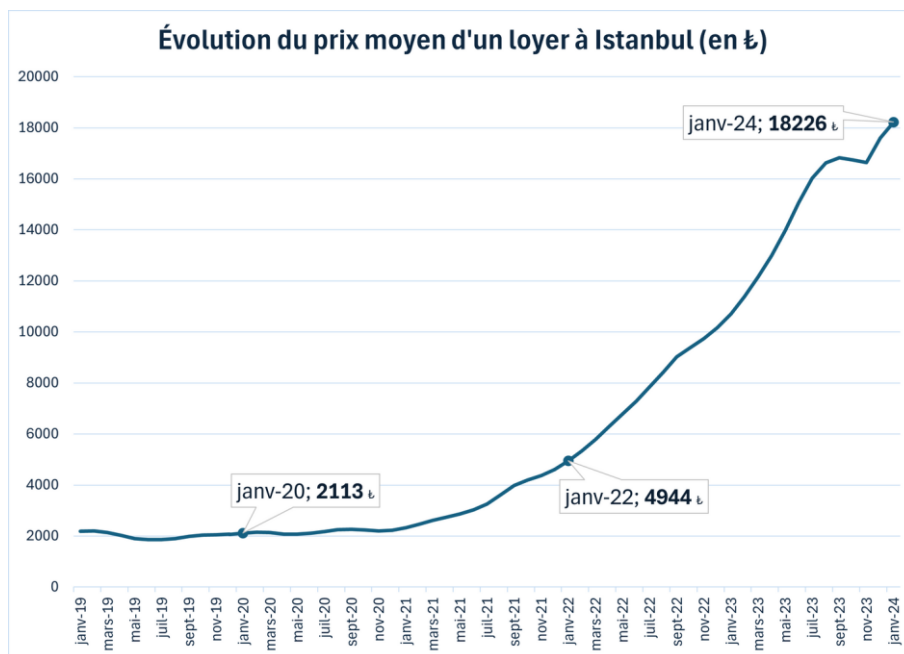
En janvier 2024, le coût moyen du loyer mensuel est de 18 226 livres turques (TL), contre 4 944 TL en janvier 2022 et 2 113 TL en janvier 2020 (*Endeksa*). À l'achat, le prix du mètre carré est passé de 3 780 TL en janvier 2020, à 9 215 en 2022 et a atteint 36 862 TL en janvier 2024 (*Endeksa*).

Esenyurt est le district le plus peuplé d'Istanbul et de Turquie et celui qui a connu la plus importante progression démographique, passant de 373 017 habitants en 2008 (TÜİK) à 978 007 habitants. Le loyer y est parmi les plus bas, s'élevant en moyenne à 8 000 TL.

Si Istanbul est la première ville de départ des migrations intérieures de Turquie, c'est aussi la première destination, principalement de la tranche des 20-24 ans qui se déplacent pour poursuivre leurs études. C'est aussi la ville de Turquie qui compte le plus d'étrangers. La population de la ville évolue positivement selon les statistiques. Istanbul, donc, ne se vide pas. Jusqu'à cette année peut-être, puisque les

statistiques démographiques du mois de janvier ont indiqué que la ville avait perdu 252 000 habitants.

Bien que les problèmes économiques arrivent en première position, les dernières enquêtes du *Istanbul Barometresi* indiquent qu’une des principales préoccupations des Stambouliotes est la survenue d’un grand tremblement de terre. En effet, le séisme du 6 février 2023 qui a touché le sud-est de la Turquie pourrait avoir décidé certains habitants d’Istanbul à rendre les clés de la Sublime Porte.



Graphique réalisé par Elisa Domingues Dos Santos, d'après des chiffres d'Endeksa © Ifri, 2025.

DIPLOMATIE

Accord tripartite de déminage en mer Noire : la Turquie rejoue la carte de l'OTAN

En janvier 2024 la Turquie a signé à Istanbul avec la Roumanie et la Bulgarie – ses deux alliés otaniens de la mer Noire – un accord tripartite de déminage. Depuis le début de la guerre en Ukraine, des mines mouillées par l'Ukraine et la Russie dérivent en effet au gré des courants et menacent la sécurité du transport maritime, y compris dans le Bosphore.

Cette initiative diplomatique en mer Noire confirme à nouveau la volonté d'Ankara de se positionner comme leader de la sécurité dans cette région, en utilisant tous les outils dont elle dispose.

D'un point de vue opérationnel d'abord, la marine turque présente l'arsenal le plus important de cette alliance avec 15 bateaux de lutte contre les mines navales. Elle est aussi la gardienne des détroits des Dardanelles et du Bosphore qu'elle conserve fermés à toutes les flottes de guerre depuis le début de la guerre en Ukraine, lui permettant de maintenir une position d'équilibre entre la Russie et ses alliés occidentaux.

Cet accord tripartite de déminage rompt avec la position de la Turquie qui déclarait encore en novembre 2023 ne vouloir « ni de l'OTAN, ni des États-Unis en mer Noire¹ ». Elle s'inscrit également dans une séquence marquée par la ratification en janvier dernier par le Parlement turc de l'adhésion de la Suède à l'alliance atlantique, bloquée par Ankara depuis près de deux ans.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Élections municipales : le défi pour le parti pro-Kurde

À l’approche des élections municipales turque prévues pour la fin du mois de mars, une interrogation demeure : le parti, le pro-kurde DEM (son nom actuel, *Halkların Eşitlik ve Demokrasi Partisi*) pourra-t-il participer ? Et s’il l’emporte, pourra-t-il gouverner ?

En 2016, une large opération de démantèlement du système municipal kurde avait été menée par Ankara, dans le sillage de la reprise des affrontements entre l’armée turque et le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en 2015, puis de la tentative de coup d’État de juillet 2016. 94 des 102 maires issus du parti pro-kurde (sous le nom de BDP à l’époque) avaient été destitués et remplacés par des technocrates du ministère de l’Intérieur, les *kayyum*.

Si le parti pro-kurde (sous le nom de *Yeşil Sol Parti*) s’était rangé derrière l’Alliance de la Nation menée par le parti d’opposition CHP lors du scrutin présidentiel de mai 2023, l’accès aux fonctions municipales est un véritable enjeu pour les partis pro-kurdes. L’exercice politique local leur permet de mettre en œuvre leur programme et d’avoir accès à des ressources économiques, notamment au travers des financements extérieurs de projets municipaux (principalement européens) et de renforcer leur visibilité.

Ainsi, au début du mois de février, à rebours du scrutin de 2019 où le parti pro-kurde avait fait alliance avec le CHP, permettant l’élection d’Ekrem İmamoğlu, le parti DEM a annoncé ses deux candidats (le parti pro-kurde pratique le système de la co-présidence bien qu’il ne soit pas reconnu en Turquie) à la municipalité d’Istanbul. De nombreux candidats du DEM ont été annoncés tandis que les primaires se poursuivent dans certaines localités du sud-est. Un risque subsiste toutefois, celui de la poursuite du démantèlement comme une nouvelle pratique de gestion, des oppositions ; en effet, l’élection des maires BDP, limogés en 2016 puis réélus lors des

élections locales de 2019, avait finalement été invalidée par le YSK, le Conseil électoral supérieur, qui avait pourtant validé leurs candidatures en premier lieu. 45 des 65 co-mairies pro-kurdes ont été révoquées et remplacées par des *kayyum*.

Pour aller plus loin :

İSTANBUL BÜYÜKŞEHİR BELEDİYESİ, İSTANBUL PLANLAMA AJANSI

BASIM : ŞUBAT 2024

WWW.ENDEKSA.COM/TR/

[HTTPS://DATA.TUIK.GOV.TR/BULTEN/INDEX](https://data.tuik.gov.tr/bulten/index)

1. Positionnement stratégique de la Turquie en mer Noire, Conférence Ifri, novembre 2023.
Compte rendu disponible sur : www.ifri.org.